

## Les véritables raisons de la destruction d'Hiroshima

**IL y a exactement quarante-cinq ans, les 6 et 9 août 1945, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki étaient littéralement « ramenées à l'âge de pierre » par l'explosion des premières - et seules - bombes atomiques jamais utilisées dans un conflit. L'emploi d'armes aussi barbares était devenu indispensable - dit-on alors officiellement - pour arrêter la guerre et épargner des centaines de milliers de vies. Des documents récents démentent cependant cette thèse et révèlent que ces destructions, comme celle de Dresde le 13 février 1945, avaient pour objectif d'impressionner les Soviétiques, d'arrêter leur avance, et marquaient, en fait, le début de la guerre froide.**

par **Frédéric F. Clairmont**, août 1990

Le 7 mai 1945, lorsque le maréchal Jodl signa l'acte de capitulation de l'Allemagne nazie, son allié, le Japon impérial, n'était déjà plus que l'ombre de lui-même : son arme d'élite d'autrefois, l'aviation, ne comprenait plus qu'un petit nombre d'adolescents désespérés, mais prodigieusement courageux, et dont la plupart étaient assignés à des missions kamikazes ; il ne restait pratiquement plus rien de la marine marchande et de la marine de guerre. Les défenses antiaériennes s'étaient effondrées : entre le 9 mars et le 15 juin, les bombardiers B-29 américains avaient effectué plus de sept mille sorties en subissant seulement des pertes minimes.

Le 10 mars précédent, plus de cent vingt-cinq mille personnes avaient été tuées ou blessées lors d'un bombardement sur Tokyo. Un événement, seulement dépassé dans l'horreur par les trois raids des aviations anglo-canadienne et américaine sur Dresde, dans la nuit du 13 au 14 février 1945. Pour le patron de l'US Air Force, le général Curtis Le May, il s'agissait de « ramener le Japon à l'âge de pierre », métaphore qu'il répéterait sans cesse les années suivantes pour décrire la liquidation physique de dizaines de milliers de Coréens par ses chefs d'escadrilles.

Le Japon avait parfaitement compris ce que signifiait la dénonciation par l'URSS du pacte de non-agression signé entre les deux pays, et il n'avait pas oublié la défaite que le maréchal Joukov avait infligée à ses armées à la veille de la seconde guerre mondiale. Alors, pourquoi ce lancement d'une attaque nucléaire sur Hiroshima le 6 août 1945 ? Et, même en admettant le bien-fondé de la « solution finale » imposée à cette ville, comment justifier la seconde démonstration de la capacité d'extermination effectuée trois jours plus tard à Nagasaki ?

Tout au long de sa présidence, Harry Truman affirma que les destructions d'Hiroshima et de Nagasaki avaient sauvé un quart de million de vies humaines (1), mais, après la fin de son mandat, il commença à jongler avec les chiffres. Les journalistes qui écrivirent les « Mémoires » du président citèrent, dans leur première version, le chiffre d'un demi-million de pertes (américaines et alliées), dont au moins trois cents mille morts. A la sortie du livre, en 1955, le total était passé à un demi-million de vies américaines sauvées et, en certaines occasions, Harry Truman alla jusqu'à parler d'un million (2).

Le chiffre mythique d'un demi-million avait bien pu apaiser la conscience de Truman ; mais, d'autres acteurs, non directement impliqués dans ce jeu, allaient l'utiliser à des fins

beaucoup plus explicites. Winston Churchill avait ses propres raisons, liées aux perspectives de guerre froide, pour pratiquer l'escalade : Hiroshima et Nagasaki, selon lui, avaient sauvé un million deux cents mille. L'homologue britannique de Curtis Le May, le maréchal Sir Arthur Harris, surnommé *bomber*, confident de Churchill et exécutant de la destruction de Dresde, alla même jusqu'à parler de trois à six millions de pertes évitées (3).

### **Les doutes du général Eisenhower**

TOUS les chercheurs sérieux savaient que les chiffres de Truman étaient fantaisistes, mais une étude des services secrets américains, découverte en 1988 dans les archives nationales des États-Unis, en apporte la confirmation (4). Ce document est certainement l'une des évaluations les plus étonnantes qui soient parues après la fin de la guerre. On y découvre que l'invasion de la principale île de l'archipel japonais, Honshu, avait été jugée superflue. L'empereur, observe le rapport, avait décidé, dès le 20 juin 1945, de cesser les hostilités. À partir du 11 juillet, des tentatives pour négocier la paix avaient été effectuées par le biais de messages à Sato, ambassadeur japonais en Union soviétique. Le 12 juillet, le prince Konoye avait été désigné comme émissaire pour demander à Moscou d'utiliser ses bons offices afin de mettre un terme à la guerre.

Le rapport secret conclut explicitement que c'est la décision de l'Union soviétique, prise le 8 août, d'envahir la Mandchourie occupée par les Japonais, et non pas les bombardements d'Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août), qui constitua le facteur décisif menant à la fin des hostilités : « *Les recherches montrent que [au sein du cabinet japonais] il fut peu question de l'usage de la bombe atomique par les États-Unis lors des discussions menant à la décision d'arrêter les combats [15 août 1945]. Le lancement de la bombe fut le prétexte invoqué par tous les dirigeants, mais la chaîne des événements mentionnés plus haut donne à penser, de manière quasi certaine, que les Japonais auraient capitulé après l'entrée en guerre de l'URSS.* » La lecture des événements du 6 et du 9 août doit donc moins se faire en termes de fin des hostilités en Asie et dans le Pacifique qu'en termes de début de la guerre froide.

Le secrétaire d'État James Byrnes - qui, au Sénat, avait été le mentor de Truman avant que ce dernier n'accède à la présidence après la mort de Roosevelt le 12 avril 1945 - ne le cachait d'ailleurs pas. Leo Szilard, qui l'avait rencontré le 28 mai rapporte ainsi que « *Byrnes ne prétendait pas qu'il était nécessaire d'utiliser la bombe contre les villes japonaises pour gagner la guerre. Son idée était que la possession et l'usage de la bombe rendraient la Russie plus contrôlable* ». Le mot-clé n'est ni « compromis » ni « négociation », mais « contrôlable ». Ce que Truman confirma lui-même : « *Byrnes m'avait déjà dit [en avril 1945] qu'à son avis la bombe nous permettrait de dicter nos conditions à la fin de la guerre.* »

La solution finale d'Hiroshima et de Nagasaki sert donc de prélude et de prétexte à un déploiement mondial de la puissance économique et diplomatique américaine. Après l'explosion, couronnée de succès, de la première bombe atomique, le 16 juillet 1945, dans les sables du désert du Nouveau-Mexique, Truman avait décidé d'exclure l'URSS de tout rôle significatif dans l'occupation et le contrôle du Japon. Le même personnage, alors sénateur, répondant à Roosevelt qui plaidait pour un prêt-bail à une URSS en proie aux pires difficultés, s'était exclamé : « *Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner la guerre, il faudrait que nous aidions la Russie, et si la Russie est sur le point de*

*l'emporter, il faudrait que nous aidions l'Allemagne, pour qu'ils s'entretuent le plus possible. »*

L'arme d'extermination massive ne fit pas l'unanimité au sein du petit noyau des décideurs. A son grand honneur, le général Dwight Eisenhower nota dans ses *Mémoires*, lorsqu'il fut informé de son usage imminent par le ministre de la guerre, Henry Stimson : « *Je lui fis part de la gravité de mes doutes. D'abord sur la base de ma conviction que le Japon était déjà battu, et donc que l'utilisation de la bombe était complètement inutile. Ensuite, parce que je pensais que notre pays devait éviter de choquer l'opinion mondiale en utilisant une arme qui, à mon avis, n'était plus indispensable pour sauver des vies américaines.* » De la même manière, le chef d'état-major, l'amiral William Leahy, un partisan du New Deal, écrivit : « *Les Japonais étaient déjà battus et prêts à capituler. L'usage de cette arme barbare à Hiroshima et à Nagasaki n'a apporté aucune contribution matérielle à notre combat contre le Japon.* » Les États-Unis, poursuivit-il, « *en tant que premier pays à utiliser cette bombe ont adopté des normes éthiques semblables à celles des barbares du Haut Moyen Âge* » (5). En revanche, lorsqu'il fut informé de l'holocauste de Nagasaki, en revenant de la conférence de Potsdam, à bord du croiseur *Augusta*, Truman fit part de sa jubilation au commandant du bâtiment : « *C'est la plus grande chose de l'histoire.* »

La revendication et la justification de cet holocauste par le trio Byrnes-Truman-Stimson, que les médias répercutèrent dans les heures et les semaines qui suivirent, furent extrêmement payantes. Un petit mensonge avait été métamorphosé avec succès en un gros mensonge qui allait être presque universellement accepté et rendu moralement acceptable à l'opinion américaine et aux autres. C'est encore largement le cas.

Pourtant, même aux pires moments de la guerre froide, à la fin des années 40, des voix s'élevèrent pour le remettre en cause. L'une des premières contributions d'envergure fut celle du physicien britannique Patrick M. Blackett, de l'université de Londres, qui écrivit que « *la bombe fut la première opération d'importance dans la guerre froide diplomatique* » (6). Ce travail, et la publication, dans les années 50 et 60, de documents privés et d'archives américaines déclassées, constituèrent les bases de la monographie fondamentale de Gar Alperowitz (7).

Churchill reçut la nouvelle de la destruction des deux villes japonaises avec joie, en la parant de justifications mensongères. Il faut dire que c'était lui en personne - et non pas Sir Arthur Harris, chef du *Bomber Command* (la flotte aérienne de bombardement britannique), transformé plus tard en bouc émissaire - qui donna l'ordre de détruire Dresde, ville sans défense et dépourvue d'objectifs militaires. Pour reprendre les propos de Harris : « *L'attaque de Dresde fut, à l'époque, considérée comme une nécessité militaire par des personnages plus importants que moi.* » On compta plus de cent vingt mille victimes. Ce raid exterminatoire n'avait rien à voir avec une aide apportée à « *nos braves alliés soviétiques* » - pour reprendre la formule familière du temps de guerre - d'autant que leurs troupes n'étaient plus, ce jour-là, qu'à 130 kilomètres de l'ancienne capitale des rois de Saxe. Il s'agissait plutôt d'une démonstration de force à l'égard de cet allié. Au premier coup d'oeil, les photographies aériennes prises par les Mosquitos de la RAF montrèrent que la destruction de la ville de Dresde n'avait aucune justification militaire. C'est seulement après le raid que les équipages des bombardiers s'en rendirent compte. Dans la grande vision churchillienne, Dresde et Hiroshima n'étaient qu'un élément de la stratégie plus globale de la guerre froide en train de naître. On aura une idée de l'état

d'esprit du Premier ministre britannique à la lecture du journal de lord Alanbrooke à la date du 22 juillet 1945 : selon Churchill, « *nous avons désormais entre les mains quelque chose qui rétablirait l'équilibre avec les Russes. Le secret de cet explosif et la capacité de l'utiliser modifieraient complètement l'équilibre diplomatique qui était à la dérive depuis la défaite de l'Allemagne* ». Et lord Alanbrooke d'ajouter laconiquement : « *Churchill se voyait déjà en mesure d'éliminer tous les centres industriels soviétiques et toutes les zones à forte concentration de population. Il s'était immédiatement peint une magnifique image de lui-même comme unique détenteur de ces bombes, capable de les lancer où il le voulait, donc devenu tout-puissant et en mesure de dicter ses volontés à Staline* » (8).

Les années de guerre n'avaient pas changé la façon de voir de Churchill, mais seulement sa tactique et sa rhétorique. Profondément enracinée dans son esprit demeurait l'idée que « *le bolchévisme n'est pas une politique, mais une maladie* ». C'est pourquoi on n'aurait pu rêver d'un meilleur tandem que Truman et Churchill pour le développement stratégique de la guerre froide. Le soir du 10 février 1946, ils se réunirent à la Maison-Blanche pour discuter du discours que l'homme au cigare allait prononcer, le 5 mai suivant, à Fulton dans le Missouri, et dans lequel il lancerait l'expression de « *rideau de fer* ». Non seulement ce manifeste de Fulton, qui formalisait le déclenchement de la guerre froide, fut couvert de louanges par Truman et son entourage - particulièrement dans ses passages antisoviétiques où il préconisait une suprématie atomique américaine -, mais on peut dire que ses ingrédients étaient une création anglo-américaine. Churchill discuta le contenu de son intervention en détail avec Truman le 10 février, avec Byrnes et le financier Bernard Baruch le 17 (9).

La diplomatie atomique de Truman, désormais couplée avec la base économique massive de la puissance américaine, ne se cristallisa pas seulement dans la doctrine Truman, mais aussi dans l'incontrôlable course aux armements qui en constitua la séquelle, ainsi que dans les guerres coloniales contre les peuples luttant pour leur indépendance.

Nul besoin de sanctifier les exterminations d'Hiroshima-Nagasaki (ou, à cet égard, de Dresde) et de les élever à la hauteur d'événements mystiques. Elles constituèrent la synthèse d'une situation où des décisions vitales sont prises par un tout petit groupe d'individus, disposant d'énormes pouvoirs et agissant sur la base de prémisses erronées. Mais, de ces tragédies, il nous faut tirer des enseignements, toujours aussi pertinents, quarante-cinq ans après : compte tenu de la formidable complexité des relations internationales et de la capacité d'annihilation des armes nucléaires, nous n'avons pas d'autre choix que ceux de la souplesse, du compromis et de la négociation.

**Frédéric F. Clairmont**  
Économiste.

**Notes :**

- (1) Voir les archives publiques de la présidence *Public Papers of the Presidents : Harry S. Truman*, Government Printing Office, Washington DC, 1965.
- (2) Harry S. Truman, *Mémoires, Years of Decision*, vol. 1, Doubleday, New-York, 1955.
- (3) Dudley Saward, *Bomber Harris : The Authorized Biography*, Cassell, Londres, 1984.
- (4) Voir *The New York Times*, 4 août 1989. L'étude, découverte dans un dossier du ministère de la guerre, sur « Les conversations américano-britanniques », avait été élaborée au début de 1946 par les spécialistes du renseignement de la division des

opérations, qui constituait alors l'échelon suprême de la planification dans l'armée de terre.

(5) William D. Leahy, *I Was There*, McGraw Hill, New-York, 1956.

(6) Patrick M. Blackett, *Fear, War and the Bomb : Military and Political Consequences of Atomic Energy*, Turnstile Press, Londres, 1948.

(7) Gar Alperowitz, *Atomic Diplomacy : Hiroshima and Potsdam : The Use of the Atomic Bomb and the American Confrontation with the Soviet Power*, Secker and Warburg, Londres, 1965.

(8) *Ibid.*

(9) Voir Fraser Harbutt, *The Iron Curtain : Churchill, America and the Origins of the Cold War*, Oxford University Press, 1986.

Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/1990/08/CLAIRMONT/42824>